

## **II y a 50 ans - Le 68 italien : au-delà du « conflit générationnel »**

Monday 6 August 2018, by [GIACHETTI Diego](#) (Date first published: 1 May 2018).

**En Italie, 68 fut à la fois un événement et un long processus. Il n'a pas duré quelques mois comme cela a été dit pour tenter de le dépouiller de tout lien avec « l'après ». Ce ne fut pas non plus une explosion soudaine, ni seulement un conflit générationnel même s'il a mis particulièrement en mouvement la jeunesse, scolarisée et ouvrière.**

### Contents

- [La condition étudiante](#)
- [La radicalisation du mouvement](#)
- [Une répression de plus en plus](#)
- [Extension de l'agitation \(...\)](#)
- [L'heure des travailleurs](#)
- [Le développement de la conscience](#)
- [En conclusion](#)



*Crédit Photo: DR.*

En fait, 68 fut le résultat de la combinaison de facteurs structurels et de la formation de nouvelles consciences suite aux transformations sociales et culturelles provoquées par le processus de modernisation d'une société passée soudainement d'une structure économique encore majoritairement agricole à une structure industrielle. Ceci avec un profond brassage de populations, dû à la migration interne de millions de personnes.

Au même moment, une nouvelle génération a émergé qui voulait être actrice du processus de changement social en cours, se donner un destin et un but. Initialement, cela a donné lieu à un conflit de générations, basé sur l'opposition de son style de vie avec celui des adultes, ce qui a provoqué des tensions dans la famille, l'école, avec des revendications concernant les libertés personnelles et les droits civiques. C'est ainsi que s'est formé un lien de solidarité générationnelle qui, lorsqu'exploserent les luttes étudiantes, a constitué la base d'un commun accord entre les jeunes. En plein 68, selon un sondage, 61 % des jeunes Italiens déclaraient approuver les manifestations étudiantes, même s'ils en approuvaient les buts mais pas toujours les moyens. Un tiers des interviewés était convaincu que la contestation étudiante avait pour but principal non

seulement la transformation de l'école, mais celle de la société toute entière.

La guerre du Vietnam, la guerre arabo-israélienne, la révolution culturelle chinoise, les révoltes en cours en Amérique latine, puis la mort du Che en octobre 1967, conditionnèrent l'éducation politique de cette génération. Des ruptures se produisirent au sein de la gauche traditionnelle avec la naissance d'une « nouvelle gauche », ainsi que dans le monde catholique avec la formation d'une aile dissidente par rapport aux positions de l'Église et du parti démocrate-chrétien. Le tout se combinant avec une orientation moins réformatrice qu'auparavant des gouvernements de centre-gauche, en rapport avec la menace et/ou la réalité de politiques de coup d'Etat et avec les premiers signes de la crise économique.

### **La condition étudiante**

Lors de la première année académique de l'après-guerre, les étudiants inscrits à l'Université étaient 236 422, un chiffre qui est resté pratiquement stable pendant toutes les années cinquante. Un accroissement important se produisit lors de la décennie suivante. Durant l'année académique 1965-66, les inscrits étaient au nombre de 402 938, et on a atteint 681 731 quelques années plus tard. Le nombre des professeurs, de 2063 pour 40 000 étudiants en 1923, était passé à 3000 à la fin des années 1960.

1968 arriva dans un moment de croissance des inscriptions tel que l'on commença déjà, à ce moment-là, à parler d'université de masse. L'augmentation du nombre des inscrits fut une donnée structurelle importante, qui fournit au mouvement étudiant la possibilité d'interagir avec une base plus large que par le passé, moins circonscrite à la grande et moyenne bourgeoisie et à une provenance uniquement citadine. Cette croissance, qui concernait aussi des familles des couches subalternes, a contribué à mettre l'accent sur le problème du coût de la scolarité, et donc sur la nécessité de revendiquer des mesures concrètes pour garantir vraiment le droit aux études, afin que celui-ci ne reste pas seulement de belles paroles. La dénonciation de la condition étudiante, en se mélangeant avec les apports du contexte international, conduisit à une interprétation de l'institution universitaire, y compris de ses rites et de ses formes autoritaires, comme un rouage de l'ordre de classe et de la sélection des futurs dirigeants, de production de techniciens et de fonctionnaires destinés à s'insérer dans l'engrenage du système capitaliste.

Le projet de réforme universitaire proposé par le ministre de l'instruction publique fut l'élément qui déclencha la contestation étudiante et les occupations des rectorats des universités de Trente, Pise et Turin en 1967, pour s'étendre à toutes les autres universités. Pendant l'année académique 1967-68, l'agitation étudiante atteignit des caractéristiques et dimensions inégalées auparavant. De novembre 1967 à juin 1968, 102 rectorats et facultés furent occupés, 31 rectorats sur 33 étant au moins une fois occupés totalement ou partiellement. Le mouvement étudiant s'est consolidé parce qu'au cours de ces occupations, il a réussi à faire participer un grand nombre d'étudiants à des commissions et groupes de travail.

### **La radicalisation du mouvement étudiant**

Les luttes étudiantes allèrent au-delà des revendications traditionnelles de réforme démocratique de l'école et dépassèrent les organismes représentant les étudiants liés aux différents partis politiques, en leur substituant la pratique des assemblées générales et de la démocratie directe. Lors des années précédentes, les différentes organisations de la jeunesse universitaire, liées aux partis, s'étaient limitées à réclamer la modernisation et une réorganisation des études, la cogestion de

l'Université, l'actualisation du droit aux études, selon les sacro-saints principes inscrits dans la Constitution. Pendant les occupations, au contraire, le rapport existant entre le système scolaire et le monde de l'accumulation capitaliste devint toujours plus évident.

Le mouvement étudiant naissant, bien qu'hétérogène dans ses analyses et ses perspectives politiques, prenait conscience qu'un objectif de réforme de l'école, conçu dans les limites consenties par le système, ne pouvait aboutir qu'à un renforcement du système capitaliste. Néanmoins, le mouvement s'est développé au début en critiquant le mode d'enseignement des professeurs, en mettant en avant la mise à jour des contenus et leur ouverture à de nouvelles disciplines. Il a demandé et obtenu que les cours traditionnels soient remplacés par des séminaires et des groupes d'étude.

En même temps que les inscriptions à l'Université augmentaient, la durée de scolarité s'allongeait dans l'enseignement secondaire (lycées, instituts techniques et professionnels). Des centaines de milliers de jeunes étudiantes et étudiants eurent la possibilité de se rencontrer, se confronter et vivre ensemble une partie de leur jeunesse. Une génération de contestataires se forma ainsi, qui lisait et écrivait. En 68 et après, les ronéos imprimèrent des milliers et milliers de tracts, des textes d'analyse politique approfondie, des journaux. Des revues, nées dans le milieu de la nouvelle gauche et qui ne vendaient que quelques centaines d'exemplaires, durent augmenter leur tirage pour faire face à une demande nouvelle. La même chose se produisit pour des publications politiques et sociologiques. Par exemple, le livre de Marcuse, L'Homme unidimensionnel, connut un succès inattendu, atteignant presque les 200 000 exemplaires vendus dans les premiers mois de 1968.

### **Une répression de plus en plus dure**

La découverte joyeuse de la contestation et de la prise de parole, le plaisir de se retrouver dans les assemblées et dans les rues se sont rapidement heurtés à la répression de la part des institutions : police, carabinieri, magistrats et différentes autorités publiques adoptèrent des mesures allant du renvoi d'étudiants jusqu'au dépôt de plaintes et aux arrestations. Avant 68, la nouvelle génération avait déjà expérimenté la répression sous la forme de l'intolérance des adultes envers les nouveaux styles de vie. Hostilité envers les cheveux longs, la mini-jupe, les groupes de musique beat et rock. En 68, la conscience grandit qu'il ne s'agissait pas seulement d'une répression générationnelle mais d'une répression de classe, des institutions du pouvoir d'Etat contre la contestation.

La première réaction des autorités fut en effet drastique. Les actions répressives contribuèrent à accroître le sentiment de souffrance et le mécontentement envers les institutions et un arsenal législatif rempli de règles datant de la période fasciste. La réponse à la révolte universitaire se traduisit par des centaines de plaintes et des mandats d'arrestation. Le 1er mars à Turin, il y eut 21 plaintes visant des étudiants et 13 mises en examen. Quelques jours plus tard, 488 plaintes furent déposées contre des étudiants ayant participé aux manifestations. Les journaux de l'époque retracent la carte de la répression en cours dans le pays et décrivent en même temps l'extension de la contestation dans les villes grandes et petites : Rome, Gênes, Pise, Valdarno, Pesaro, Trieste, Lucques, Florence, Reggio de Calabre, Rimini, Merano, Trente... A la fin de l'année, le nombre des plaintes atteignit 2700.

1969, année de luttes ouvrières, enregistra aussi une onde répressive, qui frappa des travailleurs, des syndicalistes, des étudiants : en juin 1970, on a dénombré 746 arrestations et 19 903 dépôts de plaintes, dont 732 visant des dirigeants syndicaux. Parallèlement à l'action répressive des institutions, 1968 vit plusieurs attaques de groupes fascistes contre les étudiants occupant les rectorats des universités. Le cas le plus notable s'est produit à Rome, le 16 mars 1968, quand

Giorgio Almirante, sur le point de devenir le secrétaire du Mouvement social italien (MSI, le parti des nostalgiques de Mussolini) se présenta sur les marches de la faculté de droit avec son service d'ordre, accompagné de représentants de Jeune Italie (l'organisation de jeunesse de son parti) pour d'abord la « nettoyer » des dissidents de la section universitaire de son parti, accusés de sympathie avec le mouvement de 68, puis pour prendre d'assaut la faculté de lettres et en « chasser les rouges ». Avec cette intrusion, le MSI entendait rassurer l'opinion modérée et conservatrice et confirmer son rôle de parti de l'ordre contre les « rouges », les « maos », les « contestataires » et les « communistes ».

Au début des années 1960, contrairement à la décennie précédente, il n'y avait pas eu dans les manifestations de morts provoquées par l'usage d'armes à feu de la part des forces de l'ordre, même si Giovanni Ardizzone, un jeune militant communiste, fut tué au cours d'une manifestation de soutien à Cuba, en octobre 1962, renversé par une jeep de la police. La situation changea à la fin de l'année 1968. Le 2 décembre, à Avola, en Sicile, durant une manifestation d'ouvriers agricoles, deux d'entre eux furent tués par des tirs de la police. Le 9 avril 1969 dans la région de Naples, à Battipaglia, au cours d'une grève et d'une manifestation de soutien, la police chargea les travailleurs, faisant usage d'armes à feu en causant la mort d'un jeune ouvrier et d'une jeune enseignante.

### **Extension de l'agitation à toute la jeunesse scolarisée**

Au cours des premiers mois de 1968, on comptait 25 universités perturbées. Occupations, évacuations, réoccupations, manifestations de rue, ainsi que premières grèves et occupations dans les écoles secondaires, participations à des cortèges communs avec les travailleurs remplassaient la chronique des journaux, mettant en lumière une extension de la conflictualité qui ne concernait pas seulement les grandes villes, mais le pays tout entier : un 68 rampant, comme on l'appellera ensuite.

Les mouvements étudiants organisèrent différentes rencontres nationales, dans le but de se confronter, se coordonner et élaborer une stratégie commune, comme le rappelle Marco Boato dans son récent livre *Il lungo '68 in Italia e nel mondo* (« Le long 68 en Italie et dans le monde »). Le 8 janvier à Turin, la rencontre vit se confronter trois positions politico-idéologiques : celle des mouvements de Turin et Trente, qui s'inspirait de la ligne de Potere studentesco (Pouvoir étudiant), nom qui tirait son origine du mouvement américain Students for a Democratic Society, celle du groupe d'origine marxiste-léniniste Sinistra Universitaria (Gauche universitaire) venant de Naples, et celle d'inspiration « operaïste » provenant de l'université de Pise. Le 6 février se tint une seconde rencontre à Trente, qui élaborait un programme inspiré principalement des thèses de Potere studentesco.

Entretemps, les expériences de convergence entre les luttes étudiantes et ouvrières s'étaient multipliées. Ce fut le thème débattu dans deux rencontres nationales qui se tinrent, en juin 1968, à Venise et à Trente. La dernière rencontre nationale du mouvement étudiant eut lieu à Venise du 2 au 7 novembre. Trois points y firent l'objet de débats :

- la structure socio-économique des pays européens à capitalisme avancé et l'analyse des luttes ouvrières au niveau européen ;
- la restructuration néocapitaliste, l'analyse des récentes luttes ouvrières et paysannes et les perspectives de lutte dans le cadre de la réouverture des négociations contractuelles, prévues dans différentes branches, en 1969 ;
- l'analyse politique des luttes étudiantes et leur lien avec la classe ouvrière.

La contestation étudiante s'étendait à l'enseignement secondaire, entraînant une masse de très jeunes militants contestataires. Dans la première moitié de 1968, l'agitation et les occupations se développèrent dans les lycées. Après l'ouverture de la nouvelle année scolaire, fin 1968, le mouvement se répandit dans l'ensemble du pays, touchant également les écoles techniques et professionnelles, en y recueillant une adhésion massive parce qu'en tant qu'enfants de travailleurs ces jeunes étaient sensibles au vécu de leurs familles et leurs quartiers.

Habiter et vivre dans les quartiers ouvriers, fréquenter les bars et les rues où l'on entendait parler de la lutte dans les usines ouvrait un canal par lequel les informations et les discussions pénétraient dans les écoles. Avec l'aide de leurs aînés du mouvement universitaire, les lycéens participèrent aux luttes, en se coordonnant dans des comités de quartiers auxquels participaient des représentants de tous les établissements. En distribuant régulièrement des tracts devant les écoles, ils dénonçaient l'attitude des dirigeants du secteur éducatif, des professeurs, les abus de pouvoir, la sélection de classe. Des écoles occupées partaient souvent des cortèges qui se rendaient sous les fenêtres des établissements voisins, aux cris de « Dehors , dehors ! » ; c'est ainsi que les écoles plus « faibles » étaient entraînées dans le mouvement, parfois après qu'elles étaient envahies. De nombreux jeunes scolarisés contribuèrent à étendre les thèmes de la lutte étudiante et ouvrière, ainsi que ses formes d'organisation, dans les banlieues où beaucoup d'entre eux habitaient, en impulsant aussi une mobilisation pour la réduction des tarifs des services publics.

### **L'heure des travailleurs**

Des luttes ouvrières s'étaient déjà déroulées, prenant des formes nouvelles et inquiétantes pour le patronat et les syndicats. Le 8 octobre 1966, à Trieste, au cours d'une grève et d'une manifestation contre un plan gouvernemental qui prévoyait la fermeture de plusieurs établissements et usines, les manifestants affrontèrent la police, dressant des barricades et répondant aux grenades lacrymogènes par des jets de pierres. Au premier rang se trouvaient, selon la presse, des jeunes travailleurs peu sensibles aux appels des militants plus âgés du Parti communiste italien et de la CGIL, qui cherchaient à canaliser et contrôler leur élan et leur combativité. Deux ans plus tard, le 18 avril 1968 à Valdarno, au cours d'un dur conflit entre les travailleurs et les propriétaires de l'usine Marzotto, des affrontements se conclurent par 47 arrestations et 4 blessés graves, presque tous des jeunes. Des grèves et manifestations eurent lieu également à l'Italsider de Naples, chez les dockers de Gênes, chez Saint Gobain à Pise, à Milan, Bologne, à la Fiat et chez Lancia à Turin, à Caserta, Ancone, Avola, Battipaglia.

En 1968, il y eut des luttes ouvrières significatives porteuses de nouveaux contenus, aussi bien en termes de revendications que des formes d'organisation adoptées. Dans les établissements Pirelli à Milan, ou à Porto Marghera, complexe pétrochimique proche de Venise, surgirent des organes autonomes en conflit ouvert avec les syndicats. Il s'agissait des Comités unitaires de base (CUB) et des assemblées ouvrières prenant le nom de « Potere Operaio » (Pouvoir ouvrier). Dans les grandes et moyennes usines du Nord, les acteurs de ces luttes étaient de jeunes ouvriers provenant du sud du pays et sans qualification, qui n'étaient pas liés aux formes d'organisation traditionnelles, ni avec les ouvriers professionnels plus âgés qui restaient marqués par un sentiment de désillusion et de défaite, typique de ceux qui avaient vécu les grands espoirs déçus de l'immédiat après-guerre.

Un « mai rampant », selon la définition du sociologue du travail Emilio Reyen, était en train de commencer dans des usines où le niveau de syndicalisation était très bas. Une grande partie de la classe ouvrière, composée de jeunes ouvriers sans qualification, le plus souvent immigrés du sud, se trouvait de fait en dehors des organisations syndicales, même s'ils étaient parfois inscrits à la Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL, démocrate-chrétienne) ou à l'Union

italienne du travail (UIL, socialiste) à cause du système clientéliste des embauches. La présence des syndicats se limitait en général aux membres peu nombreux des commissions internes, le plus souvent de vieux et braves camarades ayant survécu à la répression patronale, mais qui avaient par rapport à la base une attitude paternaliste et surtout de la méfiance envers les jeunes ouvriers. Cette forme de représentation était devenue incapable non seulement d'exprimer, mais même de prendre en compte les nouvelles revendications qui naissaient des conditions sociales et culturelles ou des changements technologiques produits par les rapides réorganisations de la production.

En 1968, en plein développement de la révolte des étudiants, il était de plus en plus évident dans les usines qu'un malaise profond se répandait parmi les jeunes ouvriers, touchant l'organisation du travail dans son ensemble, les méthodes de la lutte de classe et les instruments de lutte syndicaux. L'année 1969 vit dans notre pays le point le plus haut de la conflictualité ouvrière. Dans la période précédente (1959-1967), le taux annuel moyen des heures de grève avait été de 7,26 par salarié. Dans la période 1968-1975, il monta à 11,55 et il atteignit en 1969 23 heures de grève par salarié. En regardant les données concernant l'Italie et en les comparant avec d'autres situations, ce qui a été remarquable a été l'intensité de la mobilisation et son maintien dans la durée. Le nombre des heures de grève en mai-juin 1968 en France fut bien supérieur, mais il s'agissait d'une poussée concentrée dans le temps, après quoi les indicateurs des conflits industriels revinrent dans la norme. Au contraire, en Italie, les indicateurs de la conflictualité industrielle se sont maintenus à des niveaux élevés en 1969 et après.

Au cours de ces années, on assista au développement d'un « pouvoir ouvrier » dans les usines, d'un « contrôle sur la production » qui modifia la présence et l'enracinement des syndicats sur les lieux de travail. Au travers des conseils d'usine et des délégués d'ateliers, qui remplacèrent les anciennes commissions internes, les travailleurs trouvèrent une réponse à leur volonté d'être reconnus et représentés.

## **Le développement de la conscience féministe**

Si les luttes des étudiants et des ouvriers ont donné une conscience politique et syndicale à un conflit de classe et générationnel qui était latent dans les formes de contestation s'étant manifestées de différentes façons au cours des années soixante, 1968 a marqué une transformation importante pour toute une génération de jeunes femmes ; dépassant la révolte sourde enfermée à l'intérieur du milieu familial, elles voulurent conquérir le droit de sortir de la maison, de fréquenter des ami(e)s, d'aller au bal ; le droit de se marier avec qui elles voulaient et quand elles le voulaient, celui d'avoir un travail indépendant, de pouvoir faire des études en accédant à tous les niveaux d'instruction.

La révolte des femmes, qui s'élargit ensuite dans les années soixante-dix, fut le résultat d'une accumulation d'inquiétudes, de colères et du mal-être existentiel de la jeunesse dans la décennie précédente. Elle a débouché sur une participation active de la jeunesse de genre féminin, qui jeta les fondements de ce qui devint une double narration : l'histoire des hommes et celles des femmes. Le féminisme se réclamait de précédents culturels aux Etats-Unis et en France (il suffit de rappeler La femme mystifiée de Betty Friedan en 1963, La politique du mâle de Kate Millet en 1969, ou Le deuxième sexe de Simone de Beauvoir, même s'il datait déjà de 1949). En Italie, cela a commencé à se manifester concrètement en 1968. A Trente, au sein de la faculté de sociologie, se forma l'un des tous premiers groupes féministes italiens, « Le cercle brisé » (Il cerchio spezzato), qui faisait partie du mouvement étudiant mais voulait en constituer le secteur féminin.

Deux concepts philosophiques et politiques nouveaux ont caractérisé la nature du mouvement des femmes et sa rupture avec le passé : au lieu de l'émancipation, la libération et le féminisme. Les

femmes se rencontraient dans les manifestations, dans les lieux publics de la société. Cette reconnaissance se traduisait par la création de collectifs et de groupes d'auto-conscience féministe. Elles partirent d'une réflexion sur leurs propres expériences pour se doter d'une conscience collective de genre et livrèrent bataille contre les usages, les coutumes et habitudes du passé, sources d'oppression ; elles dévoilèrent les limites d'une sexualité pensée et pratiquée au masculin, conduisirent un combat pour les droits civiques et pour révolutionner les rôles fixés par la société.

## **En conclusion**

Les luttes étudiantes et ouvrières des années 1968-69 ont amorcé une crise politique, sociale et culturelle dont les acteurs sont apparus sur la scène sociale et politique en associant des identités et profils différents, à la fois de génération, de genre et de classe. Cela a provoqué une forme de conflictualité impossible à réduire à un seul de ces facteurs. Les conflits de classe, de genre et les oppositions générationnelles agirent et poussèrent à la révolte conjointement.

En ce sens, le cycle de luttes qui s'ouvrit avec 68 ne peut être réduit au seul conflit générationnel, même si on ne peut nier que sa caractéristique est d'être né dans la jeunesse, si l'on regarde l'état-civil de celles et ceux qui en ont été les initiateurs. Un trait original des mouvements de ces années-là et des groupes extra-parlementaires de gauche fut, de fait, la présence majoritaire des jeunes, la naissance d'une combativité et la présence autonome des femmes en leur sein, la redéfinition des revendications des travailleurs par rapport à celles qui étaient traditionnelles et typiques de l'ouvrier de métier, syndiqué et caractérisé par sa « conscience professionnelle ».

**Diego Giachetti**

---

### **P.S.**

• Revue L'Anticapitaliste n°98 (mai-juin 2018). Créé le Mercredi 20 juin 2018, mise à jour Dimanche 1 juillet 2018, 09:48 :

<https://npa2009.org/idees/histoire/le-68-italien>

• Traduit par Thierry Flamand.

• Diego Giachetti est l'auteur de nombreux ouvrages, portant notamment sur la période ouverte par le 68 italien. L'un d'entre eux, écrit en collaboration avec Marco Scavino, a été traduit en français aux éditions Les Nuits rouges : « La Fiat aux mains des ouvriers. L'automne chaud 1969 à Turin », 2005, 14 euros, 312 pages.